

la population en général, trouve qu'un budget militaire d'environ deux milliards, pour un petit peuple de 20 millions d'âmes, est tout simplement fantastique. Nous espérons que le budget serait réduit d'au moins un tiers, mais cela ne s'est pas produit, et je tiens à signaler au ministre que nous sommes un peu déçus, de ce côté-là.

• (8.20 p.m.)

Cet état de choses résulte peut-être de l'achat des avions, surtout de ceux qu'on utilise pour entraîner les soldats. Je sais que dans ma région, par exemple, on a un centre où l'on s'amuse à longueur de journée avec ces petits jouets d'un million. Or, quand on remplace 140 de ces jouets qui sont un peu usés et que cela coûte 140 millions de dollars, on peut s'imaginer que le budget militaire va augmenter, comme le disait le ministre. Je ne répétera pas ce mot-là, si le ministre ne l'avait pas prononcé, quand il a parlé de coulage dans le ministère de la Défense nationale. Je crois qu'il y a longtemps qu'on se doute qu'il y a du coulage. Le ministre nous l'a dit dans son exposé, et j'ai confiance qu'il va essayer d'arrêter ces hémorragies, afin d'économiser de ce côté-là.

Ce dont nous avons besoin, en réalité, et pour être bref, c'est une armée pour la protection de notre pays, et non pas d'une armée dont deux ou trois bataillons pourraient combattre en dehors, pour les étrangers. C'est notre idée, c'est l'impression générale de la population qu'il nous faut une armée pour assurer la protection du pays.

Les citoyens canadiens sont prêts à payer pour leurs propres avions, mais ce qu'ils n'admettent pas, aujourd'hui, c'est que depuis 20 ou 22 ans, soit depuis la dernière guerre, il leur faut encore défrayer les frais d'entraînement, de déplacement et de subsistance des soldats canadiens stationnés en Europe et dans tous les autres pays. Au fait, ils se demandent ce que le Canada, un pauvre petit pays de 20 millions, fait là.

Monsieur le président, je suis d'avis qu'il vaudrait mieux orienter nos dollars et notre énergie vers une production de paix plutôt que d'essayer d'imposer la paix par les armes. Je crois que si nous consacrons 50 p. 100 du budget militaire du côté de la production, afin de nourrir les pays affamés, nous ferions œuvre utile.

Maintenant, nous ne pouvons pas avoir tous la même opinion et, comme je le disais tout à l'heure, un militaire parle en militaire, un civil parle en civil. C'est pour cela que j'admire le ministre qui a défendu sa cause en cette enceinte, et il l'a bien défendue. Cela ne

nous empêche pas d'avoir notre opinion et de souhaiter que nous pensions davantage un jour à nourrir les populations pour la paix, au lieu de leur imposer la paix par les armes.

Je souhaite que ce jour soit le plus près possible, que le ministre pense à organiser l'armée pour la protection du pays lui-même, et qu'il consacre la différence de ces millions à nourrir la population du pays d'abord, pour ensuite en faire bénéficier les pays étrangers qui sont dans le besoin.

[Traduction]

M. Olson: Monsieur le président, à cette étape-ci de l'étude du bill n° C-243, je tiens d'abord à féliciter le comité permanent de la défense de la somme de travail qu'il a accomplie en examinant en détail, avec le concours de spécialistes, les dispositions énoncées dans le bill. Je ne prétends pas connaître toutes les dispositions du bill dans sa forme actuelle ou antérieure car la mesure est le fruit d'une étude particulière poursuivie par un certain nombre de députés compétents de la Chambre. Les membres de ce comité ne sont pas parfaitement d'accord, bien entendu, mais il n'en reste pas moins que, par leur étude, ils ont rendu un précieux service au Parlement et au Canada.

Je prends la parole ce soir pour exprimer certains points de vue concernant le rôle politique et militaire du Canada dans les affaires internationales. Les membres de notre parti préconisent depuis longtemps des relations plus étroites entre le ministère de la Défense nationale et le ministère des Affaires extérieures. Je ne dis pas que les ministres et les hauts fonctionnaires de ces deux ministères ne collaborent pas. Je dis, cependant, qu'ils devraient coordonner davantage leurs politiques.

Si nous voulons discuter intelligemment du bill n° C-243 qui vise à donner une nouvelle structure à nos forces armées, il nous faut tout d'abord étudier quel rôle celles-ci seront appelées à jouer et quel but elles se proposent. A mon avis, ce but se rattache étroitement de nos jours à notre politique étrangère. Comme on l'a déjà dit, le Canada occupe, par obligation ou par choix, selon celle de ces expressions que vous préférez, une place unique dans les relations internationales. Comme le ministre vient de le dire, les grandes puissances jouissent d'une force militaire si considérable qu'il est peu probable qu'aucun pays ne se lance de propos délibéré dans une guerre exigeant des deux parties en cause tout ce dont elles disposent. Le Canada devrait donc, je pense, utiliser ses ressources en